



Déclaration sur les menaces envers des responsables syndicaux.

En préalable à ce CDEN, nos organisations syndicales tiennent à attirer l'attention de M. le préfet et des autorités académiques sur la situation particulière créée dans le département de l'Allier par la programmation d'un spectacle dont les organisateurs entendent instiller une idéologie identitaire et anti-républicaine, « Murmures de la Cité », à Moulins les 11-13 juillet, et par le lourd engagement politique de la Ville de Moulins, de la Communauté d'agglomération de Moulins, et du Conseil départemental, ouvrant très grand la vanne des financements publics à cette opération alors qu'il n'est par ailleurs question, notamment dans la culture, que de coupes et d'économies.

Cet engagement de plusieurs collectivités locales au soutien massif d'une opération contraire aux principes sur lesquels, dans ce pays, l'école publique nationale et laïque a été fondée, interroge.

Mais il y a plus grave encore : dans le cadre d'une campagne nationale menée par l'extrême droite et différents médias contre la mise en cause de ces financements publics, des sites internet publient des articles diffamatoires suivis de menaces de mort explicite dans les courriers des lecteurs qui leur sont associés, visant des responsables syndicaux ainsi que leurs proches. Ceci concerne le secrétaire de l'Union Départementale CGT Laurent Indrusiak et, de manière systématique, le secrétaire départemental de la FSU Vincent Présumey, membre de ce CDEN.

Ces menaces doivent être mises en regard avec le fait que, sur les mêmes sites et dans de nombreuses vidéos, le responsable de « Murmures de la Cité », M. Senet, où les personnes qui l'interviewent, appellent à se rendre dans l'Allier, de toute la France, pour « défendre » leur spectacle.

Nous avons donc la conjonction de menaces de morts contre des syndicalistes et d'appel à la venue de militants d'extrême droite sur Moulins.

Nous disons très fermement que la terreur ne passera pas. Nous demandons à M. le préfet d'évaluer toute la gravité de cette situation totalement inédite dans l'Allier. Et nous invitons les élus qui ont grandement contribué, nous voulons le croire involontairement, à créer cette situation, à mesurer l'étendue de leur responsabilité.